AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 08/AONO/CARPA/CIPM/2026 DU 28 OCTOBRE 2026 POUR LA FOURNITURE DES SERVICES DE GARDIENNAGE DES BUREAUX ET DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'APPUI A LA REALISATION DES CONTRATS DE PARTENARIAT, AU TITRE DE L'EXERCICE 2027 (CARPA) (EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : Budget du CARPA ; Exercice 2027.

1. **Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de la sécurisation des bâtiments, des biens et des personnes du siège du CARPA, son Président, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour le gardiennage desdits locaux, pour l'exercice 2026.

2. **Consistance des prestations**

Les prestations objet de la présente consistent à assurer la sécurité des personnes et des biens par des gardiens en nombre suffisant des bureaux et de la résidence du Président du CARPA de jour et de nuit, tous les jours de la semaine 24H/24.

3. **Tranches /Allotissement**

Sans objet

4. **Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **douze millions (12 000 000)** FCFA TTC

5. **Délai prévisionnel et lieu d'exécution**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de douze (12) mois, du **1er janvier 2027 au 31 décembre 2027 à minuit**.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. **Participation et origine**

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux sociétés de gardiennage de droit camerounais installées au Cameroun, et agréées selon la réglementation en vigueur et remplissant toutes les conditions prévues par celle-ci.

7. **Financement**

Les prestations objet de la présente consultation sont financées par le budget du CARPA **exercice 2027. Ligne 612 060 : Gardiennage**.

8. **Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9. **Cautionnement de soumission**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **deux cent quarante mille (240 000) FCFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. **Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables auprès de l'Unité Administrative et Financière du CARPA, au Quartier Bastos Bld de l'URSS, Tél. : (237) 621 60 26 00 ; BP : 33 745 Yaoundé, e-mail : info@carpa-cm.com dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm** sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) *ou sur tout autre moyen de communication électronique fixé par le maître d'ouvrage (à préciser).*

11. **Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue auprès de l'unité administrative et financière du CARPA, au Quartier Bastos Bld de l'URSS, Tél. : (237) 621 60 26 00, BP : 33 745 Yaoundé, e-mail : info@carpa-cm.com dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **trente mille (30 000) francs CFA** payable dans le Compte spécial CAS- ARMP ouvert auprès des agences BICEC, compte (n° 33598860001-94).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. **Remise des offres**

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard **le 26 Novembre 2026 à 14 Heures limite**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 08/AONO/CARPA/CIPM/2026 DU 28 OCTOBRE 2026 POUR LA FOURNITURE DES SERVICES DE GARDIENNAGE DES BUREAUX ET DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'APPUI A LA REALISATION DES CONTRATS DE PARTENARIAT (CARPA) (EN PROCEDURE D'URGENCE).

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ; • 5 MO pour l'Offre Financière. Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale d'ouverture des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de lancement de la Consultation.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives et des offres techniques *et* financières aura lieu **le 26 Novembre 2026** à **15 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle Réunion du CARPA, sise à Bastos.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- Absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis avec la manuscrite, assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC ;
- Non -production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;

- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- de la présence d'informations financières dans l'offre technique;
- de l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- Absence de l'agrément à l'exercice de la profession de gardiennage ;
- Non-respect d'au moins 7 critères essentiels sur 8 ;
- L'absence de la charte d'intégrité ;
- L'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur:

N°	Critères d'évaluation	OUI	NON
01	Présentation de l'offre		
02	Références générales de l'entreprise		
03	Expérience et qualification du personnel		
04	Effectif du personnel affilié à la CNPS		
05	Connaissance des sites et du TDR		
06	Moyens logistiques		
07	Méthodologie et organisation		
08	La preuve d'acceptation des conditions de la Lettre Commande		

Attribution

Le Maitre d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant et 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès de l'Unité Administrative et Financière du CARPA, au Quartier Bastos Bld de l'URSS, Tél. : (237) 621 60 26 00; BP : 33 745 Yaoundé, e-mail : info@carpacm.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le

Le Président du CARPA
Autorité Contractante

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix Travail Patrie
Le Président
BP: 33745 YDE
CONSEIL D'APPUI A LA REALISATION DES CONTRATS DE PARTENARIAT

Bondoma Yokono Dieudonné

Copies :

- **MINMAP ;**
- **ARMP (pour publication et archivage) ;**
- **Maître d'Ouvrage concerné Président CPM concerné ;**
- **Affichage.**

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°08/AONO/CARPA/CIPM/2026 OF OCTOBER 28, 2026 FOR THE PROVISION OF SECURITY SERVICES FOR THE OFFICES AND RESIDENCE OF THE CHAIRMAN OF THE SUPPORT COUNCIL FOR THE REALIZATION OF PARTNERSHIP CONTRACTS (SCRPC) IN URGENT PROCEDURE.

FINANCING: BUDGET OF SCRPC, 2027 FINANCIAL YEAR

1. **Subject of the invitation to tender**

In order to secure the buildings, property, and personnel at CARPA headquarters, its President, the Contracting Authority, is launching an Open National Invitation to Tender for the security of said premises for the fiscal year 2026.

2. Nature of services

The services covered by this invitation to tender consist of ensuring the security of personnel and property by a sufficient number of security guards at the offices and the residence of the President of CARPA, day and night, 24/7.

3. Phases/Lots

not applicable

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation, following preliminary studies, is **twelve million (12,000,000) FCFA** including all taxes.

5. Estimated deadline(s) and place(s) of delivery

The maximum timeframe stipulated by the Contracting Authority for the completion of the services covered by this Invitation to Tender is twelve (12) months, **from January 1, 2027, to December 31, 2027, at midnight.**

This period begins from the date of notification of the service order to commence the services.

6. Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is open to security companies incorporated under Cameroonian law, established in Cameroon, and licensed in accordance with applicable regulations and meeting all the conditions stipulated therein.

7. Funding

The services covered by this consultation are funded by the CARPA budget for fiscal year 2027. Line item: **612 060 Security services**.

8. Submission Method

The submission method for this consultation is online.

9. **Bid bond**

Each bidder must include with their administrative documents a bid security, paid by hand, issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue

guarantees for public procurement. A list of these institutions is included in document 14 of the bidding documents. The amount of the bid security is **two hundred and forty thousand (240,000)** FCFA and it must be valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity period. Failure to provide a bid security issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees for public procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but unrelated to the tender in question will be considered missing. A bid security presented by a bidder during the bid opening session will be inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The tender documents may be consulted during business hours at the CARPA Administrative and Financial Unit, located in the Bastos district, Boulevard de l'URSS, Tel.: (237) **621 60 26 00**; P.O. Box: 33745 Yaoundé, email: info@carpa-cm.com, as soon as this notice is published.

They may also be consulted online on the COLEPS platform at http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm on the ARMP website (www.armp.cm) or via any other electronic means of communication designated by the contracting authority (to be specified).

11. Acquisition of the Tender Documents

The physical version of the tender documents can be obtained from the CARPA Administrative and Financial Unit, located in the Bastos district, Boulevard de l'URSS, Tel.: (237) 621 60 26 00, P.O. Box: 33745 Yaoundé, email: info@carpa-cm.com, upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable fee of **thirty thousand (30,000)** CFA francs for the purchase of the tender documents, payable to the CAS-ARMP Special Account held at BICEC branches, account number (no. 33598860001-94).
It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by free download from the addresses indicated above. However, submission, whether in physical or electronic form, is conditional upon payment of the tender document purchase fee.

12. Submission of Bids

Each bid must be written in French or English.

For online submissions, the bid must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than **November 26, 2026 at 2 p.m** Deadline time. A backup copy of the bid, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy," in addition to the following:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 08/AONO/CARPA/CIPM/2026 OF OCTOBER 28, 2026 FOR THE PROVISION OF SECURITY SERVICES FOR THE OFFICES AND RESIDENCE OF THE CHAIRMAN OF THE SUPPORT COUNCIL FOR THE REALIZATION OF PARTNERSHIP CONTRACTS (SCRPC) IN URGENT PROCEDURE.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents that will be transmitted through the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer. The following formats are accepted:
- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate should use compression software to reduce the size of the files to be submitted.

13- Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be placed in separate, sealed envelopes.

The following will be rejected by the Contracting Authority:
- Envelopes bearing information about the bidders' identities;
- Envelopes received after the submission deadlines;
- Envelopes without identifying the Invitation to Tender;
- Envelopes not conforming to the submission method;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the Invitation to Tender or submissions consisting solely of copies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or as certified copies by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (3) months old from the original date of opening of bids or have been drawn up after the launch date of the Consultation.

.

A bid security submitted but unrelated to the tender in question is considered invalid. A bid security submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14- Opening of Bids

The bids will be opened in a single session.

The opening of the bid envelopes will take place in a single session.
In any event, the opening of the administrative documents and the technical and financial proposals will be conducted by the Internal Procurement Commission on **November 26, 2026, at 3:00 PM**, **in the CARPA meeting room, located in Bastos**.
Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a consortium.
Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or certified copies from the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be less than three (3) months old from the original bid submission date or have been prepared after the date of signature of the tender notice. In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15- Evaluation Criteria

15.1 Elimination Criteria

The elimination criteria define the minimum conditions that must be met to be admitted to the evaluation based on the essential criteria. These criteria are not subject to scoring. Failure to meet these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

These criteria include, in particular:

- Absence of a bid bond at the time of bid opening, accompanied by a handwritten note and the deposit receipt issued by the CDEC;
- Failure to submit, within 48 hours, any document in the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid bond);
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Absence of a sworn statement attesting to the absence of abandoned construction sites during the last three years;
- Failure to comply with the file format for bids;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Insufficient financial information in the technical offer;
- Absence of a backup copy in case of COLEPS platform malfunction;
- Lack of accreditation to practice the security guard profession;
- Failure to meet at least 7 out of 8 essential criteria;
- Absence of the integrity charter;
- Absence of the social and environmental commitment statement.

15.2. Essential Criteria

The essential criteria for qualifying bidders will focus on:

N°	Evaluation Criteria	YES	NO
01	Presentation of the offer		
02	General references of the company		
03	Experience and qualifications of staff		
04	Number of staff affiliated with the CNPS (National Social Security Fund)		
05	Knowledge of the sites and the Terms of Reference (TOR)		
06	Logistics resources		
07	Methodology and organization		
08	Proof of acceptance of the terms of the Purchase Order		

15. Award of the Contract

The Contracting Authority will award the Purchase Order to the bidder whose offer meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer is deemed the lowest.

16. Validity Period of Offers

Bidders remain bound by their offers for 90 days from the initial deadline for submission of offers.

17- Additional Information

Additional information can be obtained during business hours from the CARPA Administrative and Financial Unit, located in the Bastos district, Boulevard de l'URSS, Tel.: (237) 621 60 26

00; P.O. Box: 33745 Yaoundé, email: info@carpacm.com or online on the COLEPS platform at http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm or any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

18- Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at number 1517, the Authority in charge of Public Procurement (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé,

The President of CARPA
Contracting Authority



Bondoma Tokono Dieudonné

Copies :

- MINMAP;
- ARMP (for publication and archiving);
- Relevant Project Owner, Relevant CPM Président;
- Posting.